

L'insertion professionnelle... pour les migrants aussi

À Nancy (54), le lycée professionnel Marie-Immaculée a inventé le « Dispositif réussite pour tous », une classe de douze élèves allophones avec un double objectif : la maîtrise de la langue française et la concrétisation d'un projet professionnel. Une création maison qui repose sur le soutien de nombreux bénévoles.

Olivier Descamps

Difficile de se croire dans un établissement scolaire. Entrée qui fait davantage penser à un jardin fleuri qu'à une cour, imposante chapelle qui trône au centre du lieu, sans parler des trois religieuses de la congrégation Saint-Charles qui arpentent le bâtiment administratif qu'elles occupent en partie. À Nancy (54), le lycée professionnel Marie-Immaculée est familial. Trois cents élèves à peine. Rarement là en même temps, du fait des nombreux stages. Mais c'est d'une famille ouverte dont il s'agit. Ouverte aux jeunes qui n'ont pas trouvé leur voie dans la filière générale. Ouverte aux migrants qui ont fui leur pays et cherchent à s'intégrer. Ouverte enfin aux nombreux bénévoles qui les accompagnent au quotidien. L'établissement accueille des élèves étrangers dont une douzaine de MNA mineurs non accompagnés, dans plusieurs classes : une 3^e prépa-métiers et des CAP. Depuis 2020, il a même créé le « Dispositif réussite pour tous » (DRPT) qui réunit douze

jeunes migrants – trois MNA et des jeunes majeurs-souhaitant parfaire leur français, se préparer à des études plus exigeantes et se confronter au milieu professionnel.

Sept semaines de stage

Tout a commencé à l'extérieur du lycée. « Nous donnions des cours de français à des



© O. Descamps

© C. Géraud



1. En attente

2. En attente

Financement partiel

Le Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle ne finance l'intégralité de la scolarité que pour les douze mineurs non accompagnés (MNA) - dont trois du dispositif RPT- accueillis au lycée Marie-Immaculée de Nancy (54). Ce dernier aimerait que cette prise en charge soit étendue aux jeunes de 18 à 21 ans, comme cela se pratique dans d'autres territoires et comme pour les jeunes Français bénéficiant de l'Aide sociale à l'enfance (ASE). En attendant, la scolarité et la demi-pension des élèves étrangers est en partie financée par des associations... et par le lycée lui-même qui accorde notamment une remise de 15% sur la contribution familiale versée par ces dernières.

jeunes dans un centre d'hébergement et nous avons compris que travailler et dormir au même endroit n'étaient pas possible», explique Colette Roynette, bénévole de l'association Un toit pour les migrants. En 2018, cette structure demande donc au lycée Marie-Immaculée s'il peut lui mettre à disposition une salle de classe. « L'accueil fait partie des valeurs de la congrégation Saint-Charles, donc nous avons répondu favorablement », se souvient l'adjointe de direction Gaëlle Muzzi. L'année suivante, les effectifs augmentent et le lycée entreprend une démarche auprès du rectorat pour proposer une formation officielle. « L'accueil a été très positif, mais on nous a proposé 18 heures par semaine... Ce n'est pas beaucoup. » Les bénévoles, toujours prêts à mettre la main à la craie, resteront donc un soutien plus que précieux en assurant de leur

côté six heures hebdomadaires de soutien. Les cours sont très axés sur le français, que les élèves doivent maîtriser à minima pour être admis (niveau Delf A1). La lecture ou l'écriture occupent huit heures par semaine. À cela s'ajoute la « connaissance en milieu professionnel » (six heures), véritable plus-value du dispositif par rapport aux UPE2A classiques. L'ambition : découvrir des métiers et le comportement à adopter avec un employeur. « La formation compte sept semaines de stages, rapporte Margot Claude, professeure principale chargée de cette question. L'objectif est de leur faire découvrir au moins deux filières différentes pour les conforter dans leur idée première ou au contraire pour qu'ils se rendent compte que ça ne leur plaît pas. » L'équipe enseignante s'emploie à définir avec chacun des cibles raisonnables, certaines activités requérant un

vocabulaire technique ardu. Enfin et toutes les spécialisations d'un CAP n'exigeant pas les mêmes aptitudes.

Sur des œufs

Pour une partie du contingent, ces questionnements professionnels n'ont rien de nouveau. Pour rejoindre la France depuis l'Afghanistan, Menhajullah (24 ans) a traversé l'Europe et travaillé dans trois ou quatre pays différents afin de gagner de quoi poursuivre son chemin. Comme lui, beaucoup ont un parcours chaotique. Ils sont parfois seuls, parfois avec leurs parents, parfois abandonnés par des passeurs qui les ont laissés sans argent ni papiers. L'école de la vie, les jeunes migrants la >>>

connaissent déjà! «J'évite de leur poser des questions, mais je sais que leur arrivée en France est souvent compliquée. Pourtant, ils refusent que ça leur serve de prétexte pour ne pas avancer. Ils mesurent la chance d'être ici», estime Cyril Gerauld. Professeur de français, lui a conscience que cette chance est toute relative. «Il y a peu, on parlait de loisirs et j'ai expliqué que j'aimais nager dans la mer. J'ai vu la tête d'une jeune se décomposer et compris ma maladresse. Elle est arrivée en Europe à la nage. Soixante personnes ont perdu la vie sur le bateau qu'elle avait quitté.»

Pragmatisme

Sans entrer dans les détails, l'enseignant parle toujours en début d'année de cette classe à ses autres élèves, «pour désactiver la tendance qu'ils ont à se plaindre», dit-il. Et aussi pour pousser l'ensemble des lycéens à se rapprocher. «Certains se connaissent déjà à l'extérieur de l'établissement car ils logent dans les mêmes foyers et quand ce n'est pas le cas, nous créons des occasions de rencontres», souligne Margot Claude, évoquant la cantine, les sorties, la fête de Noël... Ces contacts favorisent, par la pratique, l'apprentissage du français et des codes sociaux. Ils incitent parfois les élèves les plus motivés à rejoindre les rangs des bénévoles pour aider ponctuellement les jeunes du DRPT dans leur travail quotidien. Avec le même souci de les rendre plus autonomes face aux multiples contraintes administratives qu'ils rencontrent (cf. encadré), comme l'expliquent Jean-Louis et Annie Burgevin, deux bénévoles: «Au départ, on a beaucoup discuté de ce qu'on devait faire. J'ai vite compris qu'il fallait être pragmatique, que j'étais là en soutien et non pour suivre un programme. Ça, c'est le travail des enseignants.» Cyril Gerauld a lui aussi fait évoluer sa pratique, comprenant mieux au fil du temps la manière d'articuler ses cours aux interventions de ses collègues bénévoles, se permettant de davantage improviser pour s'adapter aussi... «Ce réflexe, je l'ai désormais dans d'autres classes, affirme-t-il. J'utilise davantage la pédagogie différenciée. Je n'hésite plus à demander aux élèves les plus rapides d'aider ceux qui ont davantage de difficultés.» ●

Casse-tête administratif

Les migrants sont sans nul doute la catégorie de la population la plus touchée par les contraintes administratives... Des jeunes d'un pays en guerre obtiennent facilement l'asile mais d'autres sont sous la menace d'une OQTF (obligation de quitter le territoire), qui finit parfois par être levée. Sur la quarantaine de jeunes passés dans le dispositif depuis 2020, dix élèves ont reçu une autorisation de travail plus pérenne et sont en CDI actuellement. D'autres ont obtenu une autorisation de travail, mais pour un délai très court et trois jeunes, que des patrons souhaiteraient embaucher, n'ont toujours pas de permis de travail. Enseignants et bénévoles se souviennent avec émotion d'un ancien élève, Karim, qui a obtenu son bac pro avant de comprendre que ses papiers ne seraient pas renouvelés. Ou de jeunes ne réussissant pas à renouveler leurs papiers au motif de travailler dans un secteur qui ne correspond pas à leur formation. «Mais que peuvent-ils faire? On leur reprocherait aussi de ne pas accepter le seul travail qu'on leur propose», soupire Colette Roynette, bénévole de l'association Un toit pour les migrants. Kafkaïen.



Titre

Sous-titre

Name dolendi susdaer itatur, iduci ditiasp ellamus asimint inulparum volupid es et aligendel ipsandu sdanis eate volor ate di aditior estrumq uatus, im int atio. Ut ut ea doluptate sit idelloraes ullacil elloreste verum atquunt as im intist, torpor rem volum explicto iusantiatin culliciis dolum volore nihitat latum eum ad molorpo restorehenda ab imus ma quae nusdantur mossendicita peratias millitatur? Qui tem faccum nobitis aliquam id quunt ut abo. Et fugit, tem. Itatquaerum eos aditas dolorem quae verchic illiatia debis alitatis ex eicidus et experum dem aut quatur repellu ptinctor ma sequo qui berspeliam este ea qui occus volorem dist, abo. Nequos reieur aliquiature, quae porem volecep udandia sit fugia quam quate eum conseditibus eos perferferro que simi, que et harit fuga. accul toriaeped.

Name dolendi susdaer itatur, iduci ditiasp ellamus asimint inulparum volupid es et aligendel ipsandu sdanis eate volor ate di aditior estrumq uatus, im int atio. Ut ut ea doluptate sit idelloraes ullacil elloreste verum atquunt as im intist, torpor rem volum explicto iusantiatin culliciis dolum volore nihitat latum eum ad molorpo restorehenda ab imus ma quae nusdantur mossendicita peratias millitatur? Qui tem faccum nobitis aliquam id quunt ut abo. Et fugit, tem. Itatquaerum eos aditas dolorem quae verchic illiatia debis alitatis ex eicidus et experum dem aut quatur repellu ptinctor ma sequo qui berspeliam este ea qui occus volorem dist, abo. Nequos reieur aliquiature, quae porem volecep udandia sit fugia quam quate eum conseditibus eos perferferro que simi, que et harit fuga. accul toriaeped. volupid es et aligendel ipsandu sdanis eate volor ate di aditior estrumq verchic illiatia debis alitatis.